

# Renforcement des efforts internationaux contre la corruption



## Dr. Ghada Wally

- \* Secrétaire Général adjoint de l'Organisation des Nations Unies
- \* Directeur exécutif de l'Office des Nations Unies contre la Drogue et le Crime
- \* Directeur du siège de l'Organisation Internationale



Il ne fait aucun doute que la corruption pose un problème international. Outre ses énormes effets négatifs au niveau national, la corruption entrave le développement durable et exacerbe la criminalité au niveau international. Les réseaux transnationaux de corruption pillent les capitaux, font de la contrebande, blanchissent de l'argent et des ressources, facilitent et financent des actes criminels et terroristes, et exploitent les écarts entre les différents systèmes nationaux pour contourner la loi et échapper à la sanction.





**Dr Ghada Wally rencontre le ministre égyptien de la Justice le conseiller Omar Marwan pour discuter de la coopération avec l'Organisation des Nations Unies**

a aussi un rôle important joué par les banques centrales de différents pays dans le suivi de ces transactions.

Notons que la pandémie de « Covid-19 » a doublé les risques de corruption, et a aggravé les défis de la pauvreté, du chômage et des inégalités, qui sont tous des facteurs conduisant à la corruption, de sorte que les individus ont recours à des pratiques de corruption pour compenser leurs besoins matériels. C'est ce qu'exploitent les groupes criminels pour réaliser leurs intérêts par des moyens illégaux fournis par la corruption, d'autre part; nous avons vu de nouvelles formes de corruption liées au cadre spécifique de la pandémie, telles que la corruption dans l'achat de dispositifs médicaux dans le secteur de la santé publique, ainsi que dans les distributions de vaccins. Ces développements soulignent donc l'importance de la coopération internationale contre la corruption afin d'établir des cadres durables de coordination pendant la

crise et pendant la phase de reconstruction.

À cet égard, la Conférence des Etats membres à Charm el-Cheikh représentera une opportunité unique, car ce n'est pas seulement une conférence internationale, mais c'est la meilleure occasion d'élaborer une feuille de route internationale pour lutter contre la corruption au cours de la période à venir. La déclaration politique qui sera adoptée par la Conférence abordera la corruption dans le contexte de crises, ce qui pourrait être exploité pour activer les leçons de la pandémie dans la lutte contre la corruption et le renforcement de la prévention. De même, cela permettra à la conférence de suivre les mesures importantes prises récemment dans le cadre de l'engagement international de lutter contre la corruption et de s'en inspirer, d'activer la coopération pratique, la participation des jeunes et d'autres éléments qu'on pourrait rassembler dans une perspective globale.

Enfin et surtout, je voudrais souligner le rôle central des agences nationales de surveillance et de lutte contre la corruption dans la promotion des efforts internationaux. En fait, les efforts internationaux ne réussiront que s'ils reposent sur des bases nationales solides dans chaque pays, c'est pourquoi la première étape vers le succès de cette coopération internationale est de soutenir les agences nationales de surveillance et de protéger leur capacité à fonctionner de manière indépendante et libre et conformément aux principes des droits de l'homme et de la justice. L'intégrité dans le monde, dans l'État et dans la société commence par l'intégrité dans les autorités chargées de la protéger de la corruption.

Lorsque les organismes de réglementation jouent leur rôle national en élaborant les politiques nécessaires pour lutter contre la corruption à tous les niveaux et dans tous les secteurs, en sensibilisant les institutions et la société à l'importance de la lutte contre la corruption et en coordonnant avec d'autres organismes nationaux, en particulier les agences de contrôle, ils contribuent ainsi aux efforts visant à libérer les sociétés de la corruption et améliorent même les perspectives de coopération transfrontalière, du fait que les mécanismes nationaux réussis sont une condition préalable à une coopération internationale efficace.

Si la communauté internationale profite de l'occasion historique de 2021, cette année sera le point de départ d'un bond en avant dans les efforts de lutte contre la corruption à travers le monde et dans la coopération internationale pour faire respecter les principes d'intégrité et de transparence.

**Arrêtez la corruption**

**Journée internationale de lutte contre la corruption**

**2021 marque une étape importante pour unir et renforcer les efforts internationaux contre la corruption**

services d'application de la loi chargés de lutter contre la corruption, qui fournira une plate-forme interactive pour l'échange d'informations sur les questions de corruption immédiatement entre les autorités nationales de différents pays, ce qui pourrait compléter et soutenir les procédures officielles de coopération juridique. Toutefois, il est difficile de compléter ces procédures aussi vite qu'avancent les réseaux de corruption. Le réseau a été lancé en marge de la session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée à la corruption en juin 2021, et en octobre 2021, la première réunion des organes membres du réseau se tiendra à Vienne. Cette initiative répond à un véritable défi auquel sont confrontés les pays dans la mise en œuvre de la convention contre la corruption, et représente un cadre complémentaire, mais le succès du réseau dépendra de la participation effective d'autant d'institutions de lutte contre la corruption et d'application de la loi à travers le monde en y participant efficacement et en tirant profit pour échanger à grande échelle les informations et les expériences.

La participation sociétale à la prévention de la corruption : La première ligne de défense contre la corruption consiste à diffuser les principes d'intégrité et de transparence dans les sociétés et entre les individus. À cet égard, l'un des piliers les plus importants de la prévention est le rôle des jeunes qui sont les mieux à provoquer un changement social par l'activisme et l'innovation, et à ce sujet, l'Office des Nations Unies contre la Drogue et le Crime travaille actuellement sur l'initiative «Les jeunes en faveur de l'intégrité», qui vise à responsabiliser les jeunes en tant que partenaires clés contre la corruption et à intégrer les questions d'intégrité et de rejet de la corruption dans les programmes éducatifs, ainsi qu'à promouvoir l'intégrité par le sport, un domaine important qui témoigne d'une coopération efficace entre l'ONUDC d'une part et la FIFA et le Comité international olympique d'autre part. L'initiative « Les jeunes en faveur de l'intégrité » sera lancée lors de la Conférence des États membres qui se tiendra à Charm el-Cheikh en décembre 2021, lors d'un événement spécial qui comprendra un concours entre les jeunes pour développer de nouvelles idées et outils et de lutter contre la corruption grâce à la technologie moderne, c'est un modèle d'activités qui peuvent être mises en œuvre dans le monde entier pour impliquer les jeunes et les communautés à faire face à la corruption et à promouvoir l'intégrité.

Partenariat efficace avec le secteur privé : Les entreprises et les banques ont une grande responsabilité dans la lutte contre les pratiques de corruption, dans la surveillance et l'arrêt des flux financiers illicites et des produits du crime. De même, il est dans l'intérêt du secteur privé de travailler dans un système équitable permettant une concurrence libre et transparente, ce qui nécessite la participation du secteur privé aux activités et initiatives de la coopération internationale contre la corruption, et l'un des exemples les plus marquants en est le «Pacte mondial des Nations Unies», qui comprend un certain nombre d'entreprises du secteur privé et les met en partenariat avec les Nations Unies afin de pratiquer le travail privé d'une manière qui prend en compte et soutient le développement durable et les objectifs sociétaux dont les plus importants sont la prévention et la lutte contre la corruption. L'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) est chargé également d'appuyer et de suivre le principe 10 du Pacte sur la lutte contre la corruption dans le secteur privé. Il est également important d'utiliser l'expertise et

**Le continent africain perd plus de 88 milliards de dollars par an en raison de la fuite des capitaux, un montant égal au taux de soutien total consacré au développement et à l'investissement étranger direct en Afrique, il représente également la moitié du montant nécessaire pour combler le déficit de financement des objectifs de développement durable du continent.**



**Dr. Ghada Wally et Thomas Bakh, président du Comité olympique après la signature d'un protocole d'accord pour renforcer la coopération dans le domaine de la lutte contre la corruption sportive**

**Le domaine du sport est témoin d'une coopération active entre l'ONUDC d'une part et la FIFA et le Comité international olympique d'autre part. Notons que l'initiative "Les jeunes en faveur de l'intégrité" sera lancée lors de la Conférence des États membres qui se tiendra à Charm el-Cheikh en décembre 2021.**

les ressources du secteur privé pour mener des activités en faveur de l'intégrité et pour former les travailleurs du secteur privé à la prévention de la corruption. Parmi les exemples à suivre est l'initiative Siemens, mise en œuvre par l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC), qui a financé des activités de renforcement des capacités d'environ 5 millions de dollars dans les pays africains, latins et arabes, y compris des activités de formation sur l'intégrité dans le secteur privé devant être menées en Égypte.

Surveiller les liens entre la corruption et les autres formes de criminalité, en particulier la criminalité transnationale organisée : La corruption est l'un des facteurs les plus graves qui facilitent les opérations terroristes et criminelles, étant donné qu'elle permet aux réseaux de financer et de blanchir de l'argent de telles activités, comme elle facilite également la contrebande de marchandises interdites à travers les frontières et cause des problèmes économiques et sociaux conduisant à la criminalité et au terrorisme. Il est donc nécessaire de lutter contre ces défis à partir d'une approche globale qui permet de suivre les flux financiers illicites à travers les frontières internationales, de déterminer leur origine et leur finalité et de poursuivre, de manière uniforme, les responsables et les bénéficiaires. De sorte qu'on pourrait vérifier les liens entre ces crimes et les poursuivre. Notons à cet égard, l'importance de la coopération entre les unités d'enquête financière de différents pays pour surveiller et démanteler les réseaux de financement du terrorisme. Il y

La corruption transfrontalière a un coût économique énorme. Certaines estimations indiquent que la corruption coûte au monde près de 3 billions de dollars par an, une énorme somme d'argent qui fuit dans les comptes de criminels et de personnes corrompues au lieu de l'investir dans le développement et les services publics. L'Afrique est un exemple clair qui reflète cette situation, sachant que c'est le continent qui a besoin le plus d'exploiter ses ressources et ses richesses pour parvenir au développement, le continent africain perd chaque année plus de 88 milliards de dollars par la fuite des capitaux, un montant égal au montant total du soutien au développement et des investissements étrangers directs en Afrique réunis, il représente aussi la moitié du montant nécessaire pour combler le déficit existant dans le financement des objectifs de développement durable en Afrique.

Les graves répercussions de la corruption au niveau international et le caractère transfrontière des opérations des réseaux de corruption nécessitent une coopération intensive et efficace entre les États pour lutter contre la corruption de manière durable et pour protéger le droit des peuples à bénéficier de leurs richesses pour réaliser leurs espoirs et leurs aspirations légitimes en matière de développement. Les pays du monde ont réussi à mettre un cadre international global de coopération représentée par la Convention des Nations Unies contre la corruption, qui jouit d'une adhésion quasi universelle, le nombre d'États ayant ratifié la convention a atteint 187 pays. Malgré l'existence d'un mécanisme international de lutte contre la corruption à large assise globale, efficace

et transparente, les mouvements et les flux de corruption dans les ressources de l'État continuent et les corrompus parviennent souvent à échapper à la justice, ce qui nécessite de poser la question suivante: Qu'est-ce qui nous manque pour réaliser une coopération internationale plus efficace permettant aux gouvernements de poursuivre et de démanteler les réseaux de corruption internationaux?

L'année 2021 est le moment idéal pour répondre à cette question, l'année en cours a vu en juin la première session extraordinaire sur la corruption de l'histoire de l'Assemblée générale des Nations Unies, adoptant une déclaration politique importante qui inclut l'engagement des pays du monde à intensifier les mesures existantes pour lutter contre la corruption et renforcer la coopération internationale, et en décembre 2021, la neuvième conférence des États parties à la Convention des Nations Unies contre la corruption, accueillie par l'Égypte, se tiendra à Charm el-Cheikh, ce qui sera à son tour une

occasion cruciale d'examiner les développements et les initiatives de l'année liés à la lutte contre la corruption, et d'esquisser l'avenir de la coopération internationale dans le domaine de la lutte contre la corruption.

Le meilleur moyen d'atteindre le niveau approprié de coopération internationale pour lutter contre la corruption dans le monde est de renforcer et de développer les efforts de mise en œuvre de la Convention contre la corruption pour mener à bien les dispositions et les objectifs de la Convention et des engagements contenus dans la déclaration politique adoptée par la session extraordinaire de l'Assemblée générale. Ainsi, l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, l'organe chargé de suivre et d'appuyer la mise en œuvre de la

**Les graves répercussions de la corruption au niveau international et la nature transfrontière des opérations des réseaux de corruption nécessitent une coopération intensive et efficace entre les États pour lutter durablement contre la corruption et protéger les droits des peuples à bénéficier de leurs richesses.**



**Dr Ghada Wally est honorée par le président de l'Autorité de Contrôle Administratif**

**Si la communauté internationale profite de l'occasion historique de 2021, cette année sera le point de départ d'un bond en avant dans les efforts de lutte contre la corruption à travers le monde et dans la coopération internationale pour faire respecter les principes d'intégrité et de transparence.**

Convention contre la corruption dans le système des Nations Unies, travaille avec les États membres de l'Organisation des Nations Unies et la communauté internationale à la mise au point de mécanismes facilitant l'application pratique de la convention sur le terrain.

Et pour y parvenir, il faut travailler sur les axes suivants :

Comblent le fossé entre les textes de la convention et les capacités des États à les mettre en œuvre : l'ONUDC continue de fournir un appui professionnel et technique aux États pour y parvenir. Au cours de la période de juin 2020 à janvier 2021, l'ONUDC a formé plus de 2 500 fonctionnaires dans 35 pays pour enquêter et poursuivre les

affaires de corruption, de même il a aidé plus de 12 pays à examiner la législation et les politiques anticorruption. Parallèlement, le mécanisme d'examen de la Convention continue d'identifier les lacunes dans la mise en œuvre du travail et de déterminer les besoins de soutien technique des différents pays, ces efforts dépendent, en fait, de l'interaction positive et active des autorités nationales de lutte contre la corruption, qui sont les mieux à déterminer leurs besoins.

Faciliter la coopération pratique et directe entre les services d'application de la loi et les services de poursuite : En fait, les dispositions de la Convention contre la corruption constituent une base solide pour la coopération officielle et non officielle en matière de lutte contre la corruption, mais il est nécessaire de disposer de cadres pratiques pour mener à bien cette coopération. C'est la raison pour laquelle, l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime a créé le réseau international GlobE des